

Jamais le monde n'a été aussi inégal

Image not found or type unknown

Auteur: Roberto Morejón

Dans des circonstances pressantes pour le monde, étant donné les tensions des guerres actuelles et potentielles, le message de Cuba a été entendu à l'Assemblée générale des Nations unies, en faveur de

la paix et demandant le respect de son autodétermination.

Le ministre des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, s'est exprimé lors du segment de haut niveau de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale, où il a souligné que "rien ne justifie que l'humanité soit menacée par 13 000 armes nucléaires".

Et dans ce contexte de dépenses militaires élevées, Bruno Rodríguez a déclaré catégoriquement: "Jamais le monde n'a été aussi inégal".

Le chef de la diplomatie cubaine a fait une parenthèse pour dénoncer le blocus nord-américain, qu'il a qualifié d'acte de guerre économique, aujourd'hui intensifié et provoquant des privations matérielles considérables.

Dans le même ordre d'idées, le ministre avait récemment souligné que le siège a un impact sur l'émigration, un phénomène que l'administration démocrate déplore désormais.

Dans son discours à l'ONU, le ministre des Affaires étrangères a souligné que la plus grande des Antilles subit le blocus le plus long et le plus pernicieux de l'ère moderne, et que cela a entraîné une détérioration du niveau de consommation et du bien-être des Cubains.

D'autres personnalités présentes à l'Assemblée générale des Nations unies ont souligné le rôle néfaste du blocus.

Le président bolivien Luis Arce l'a qualifié de criminel et son homologue hondurien, Xiomara Castro, l'a décrit comme infâme et brutal.

Des positions similaires ont été adoptées par le premier président de l'Argentine, Alberto Fernández, qui a jugé inacceptable la mesure hostile à Cuba, et par celui de la Dominique, Charles Savarin, qui a considéré le blocus comme archaïque.

Les déclarations faites à New York par ces dignitaires et par le ministre cubain des affaires étrangères s'inscrivent dans le cadre de la mauvaise passe que traversent les relations entre Washington et La Havane.

Les États-Unis exigent maintenant un visa d'entrée pour toute personne ayant visité Cuba, une décision qui place les Européens faisant des affaires ou du tourisme dans la plus grande des Antilles dans une situation inconfortable.

Les résidents du Vieux Continent n'ont pas besoin de visa pour entrer aux États-Unis, seulement d'un formulaire numérique.

La décision de l'administration vise à décourager le tourisme à Cuba, sa principale source de recettes en devises.

Lors de l'Assemblée, le président Joseph Biden a ignoré le non-respect par son pays des résolutions de l'ONU visant à mettre fin au blocus, mais le ministre cubain des Affaires étrangères a rappelé sa portée.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/299935-jamais-le-monde-na-ete-aussi-inegal>



Radio Habana Cuba